



Dijon
29 & 30 novembre 2016

Le logement accompagné, au cœur du développement local

Clôture

Synthèse

Sylvain MATHIEU, délégué interministériel DIHAL

Sylvain MATHIEU prie l'assemblée d'excuser l'absence d'Emmanuelle COSSE qui est très attachée au logement accompagné, aux résidences sociales et à leur diversité. Elle souhaite approfondir des points soulevés ici et apporter rapidement des réponses aux problèmes qui ont été soulevés lors de ces Rencontres.

Sylvain MATHIEU veut souligner l'importance de l'Unafo pour les pouvoirs publics. Elle est, en effet, fédératrice au sens positif en menant un travail constructif. Sylvain MATHIEU est particulièrement sensible au travail de formation des acteurs qui est mené. L'Unafo est tournée vers l'avenir. Elle n'est pas la dernière à appuyer parfois là où ça fait mal, mais toujours dans une construction commune et elle évite les oppositions frontales. Ce qui est intéressant, ce sont les solutions. Les réponses ne peuvent se trouver qu'ensemble et Sylvain MATHIEU tient à redire combien, pour les pouvoirs publics, l'Unafo est un interlocuteur essentiel.

Il convient aujourd'hui de poursuivre et d'approfondir la modification des compétences territoriales. En ce qui concerne les résidences sociales, il sera nécessaire de considérer le modèle économique et le coût de la construction en promouvant une approche globale. Il importera, en outre, de suivre précisément et collectivement les évolutions des publics. On doit regarder ce qui se passe avec les diagnostics à 360°. La question de l'observation est essentielle.

Au sujet du plan de traitement des foyers de travailleurs migrants, le rattachement de la Cilpi à la Dihal permet d'adopter une approche globale et, ainsi, grâce à l'augmentation des moyens d'Action Logement, un certain nombre de groupes de travail vont être organisés pour aborder notamment les questions qui ont été posées pendant ces Rencontres : le fonctionnement du modèle Résidence sociale, la possibilité de revenir sur des résidences sociales transformées sans travaux et qui, aujourd'hui, sont en grande difficulté. On doit aussi regarder ce qui a été fait : il y a des difficultés en termes d'activités informelle ou de sur occupation. Du point de vue de l'élu politique, avoir donné des subventions importantes pour permettre la réhabilitation et se retrouver avec les mêmes difficultés qu'avant, pose problème et un travail doit être mené à ce sujet.



Le logement accompagné, au cœur du développement local

Dijon

29 & 30 novembre 2016

A propos des financements, l'Etat entend relancer la production de résidences sociales notamment dans le cadre des travaux qui sont ceux du CA du Fonds national des aides à la pierre (FNAP). Notamment en mobilisant les fonds de l'ex-FNDOLLTS alimenté par les sanctions des communes carencées SRU. Ces crédits vont conserver un usage pour le financement des PLAI adaptés de façon à ce qu'une réponse quantitative soit apportée. Il y a un problème de mobilisation de ces PLAI adaptés et ce point doit faire l'objet d'une réflexion commune permettant de trouver des réponses pertinentes à une baisse de production de résidences sociales particulièrement inquiétante.

Le gouvernement a pris l'engagement de produire 1 500 places en pensions de famille par an, dont un tiers en résidence accueil à l'initiative du Président de la République. Pour s'assurer de pouvoir suivre cet objectif, de lever les obstacles et, de manière générale, de rendre vivant le partenariat qui est essentiel pour aller de l'avant, un comité de suivi, qui sera élargi à l'ensemble des partenaires, va être mis en place très rapidement.

Quant à la crise migratoire, la Dihal a créé la plate-forme nationale pour le logement des réfugiés, qui a permis de reloger plus de 3 000 personnes dans les zones détendues. Toutefois, la prise en charge des jeunes de moins de 25 ans et des personnes isolées pose problème. Sylvain MATHIEU souhaite que 1 000 places soient attribuées à des réfugiés en résidence sociale. La Dihal réfléchit également à l'insertion sociale des personnes réfugiées en France.

Les résidences sociales constituent une réponse forte, moderne aux problèmes sociaux que la France connaît. Elles consistent en un logement autonome, abordable, adapté et accompagné. Il apparaît nécessaire d'accroître la notoriété et la visibilité des résidences sociales en expliquant notamment leur rôle aux élus. Les résidences sociales ne représentent pas une forme d'assistantat ; au contraire, elles contribuent au développement territorial. Le vivre ensemble dans la diversité est une réponse actuelle et correspond à un profond désir de sociabilité.

Sylvain MATHIEU encourage les participants à être confiants, volontaires, exigeants et attentifs. Il les invite à communiquer sur leurs actions et les assure du soutien de l'Etat.

Gilles DESRUMAUX remercie les intervenants, Edouard ZAMBEAUX pour l'animation des tables rondes, ainsi que l'équipe de l'Unafo pour l'organisation de ces Rencontres et l'ensemble des personnes y ayant participé.